

# Une nouvelle étude évalue à 3,5 millions le nombre d'emplois menacés si l'UE accorde à la Chine le statut d'économie de marché

## Jusqu'à 366 600 emplois sont potentiellement mis en danger en France

**Bruxelles, 18 septembre 2015 – Une étude de référence publiée aujourd'hui démontre que l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché pourrait mettre en péril jusqu'à 3,5 millions d'emplois dans l'Union européenne. L'Economic Policy Institute (EPI) révèle avoir mis en évidence des pertes nettes pour l'économie européenne allant jusqu'à 2 % du PIB.**

La République populaire de Chine presse l'Union européenne de lui accorder le statut d'économie de marché. Si cette classification technique était octroyée à la Chine, comme celle-ci le demande, l'UE perdrait systématiquement la capacité de mettre en place des mesures anti-dumping appropriées visant les importations vendues à des prix déloyaux résultant de dumping illicite. Ceci affecterait considérablement la compétitivité des secteurs manufacturiers européens, et et affaiblirait les économies européennes encore fragiles.

Le professeur Robert E. Scott, auteur de l'étude et directeur de la recherche sur la politique commerciale et industrielle à l'EPI, a commenté ses conclusions en affirmant qu'en abandonnant la possibilité de remédier aux distorsions de concurrence résultant de dumping financé par un Etat, les producteurs européens s'exposeraient à un afflux de produits bon marché en provenance de Chine, ce qui provoquerait une destruction de l'emploi et de l'investissement des entreprises manufacturières.

Cette étude de l'EPI a permis de calculer que l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine menacerait directement jusqu'à un million d'emplois européens dans les industries touchées, avec des pertes associées allant jusqu'à un million d'emplois indirects supplémentaires dans les secteurs concernés. Les effets ultérieurs des pertes de revenus pourraient provoquer la suppression de pas moins de 3,5 millions d'emplois au cours des trois à cinq prochaines années, selon l'EPI. Les pays les plus touchés seraient l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la France et la Pologne. À elle seule, la France verrait entre 183 300 et 366 600 de ses emplois menacés.

Selon le professeur Scott : « Si la Chine poursuit sa stratégie de développement de surcapacités et de dumping, les pertes d'emplois pourraient même être supérieures, et ce, particulièrement dans les secteurs exposés aux importations. Cette situation frapperait particulièrement les secteurs tels que l'acier, la céramique, l'aluminium, le papier, le verre, les pièces automobiles, de même que les produits chimiques et les industries de technologie environnementale, lesquels souffrent d'ores et déjà du dumping chinois. Le statut d'économie de marché pourrait mettre tout particulièrement en danger 2,7 millions d'emploi supplémentaires dans ces secteurs hautement vulnérables. »

Cette étude a été présentée aujourd'hui par AEGIS Europe à Bruxelles. AEGIS Europe est une alliance regroupant 30 associations du secteur manufacturier. Elle promeut un commerce international à la fois libre et équitable. AEGIS Europe souligne le fait que tous s'accordent à dire que la Chine satisfait uniquement un des cinq critères de l'Union européenne nécessaires pour être considéré comme une économie de marché.

Milan Nitzschke, porte-parole d'AEGIS, a réagi à ce rapport en déclarant que la Chine n'est pas une économie de marché et qu'elle ne saurait être reconnue comme telle par l'UE. « La Chine a fait pression pendant de longues années pour obtenir le statut d'économie de marché. Cependant, la pratique de ces cinq dernières années montre que ses dirigeants ont doublé les subventions accordées à l'industrie, ce qui n'a fait qu'accroître la surcapacité, la surproduction et le dumping. »

Selon M. Nitzschke, « Le statut d'économie de marché rendrait caduques environ 50 mesures anti-dumping d'une importance vitale actuellement en vigueur au sein de l'UE. La Chine serait en mesure d'étendre sa stratégie de dumping dans l'ensemble des secteurs manufacturiers européens. D'autres partenaires commerciaux, tels que les États-Unis ou le Japon, n'ont pas l'intention d'accorder le statut d'économie de marché à la Chine : il n'y a aucune raison pour que l'UE n'en fasse pas de même. »

**Contact: Natalia Kurop +32 (0) 488 945 579 | [info@aegiseurope.eu](mailto:info@aegiseurope.eu) | [www.aegiseurope.eu](http://www.aegiseurope.eu)**  
<http://www.epi.org/publication/eu-jobs-at-risk/>

#### **À propos d'AEGIS Europe**

AEGIS Europe est un groupement de 30 associations industrielles qui vise à garantir que les décideurs politiques européens œuvrent en faveur d'un commerce international libre et équitable. Les membres d'AEGIS sont des leaders dans le domaine de la fabrication durable. Ils représentent plus de 500 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel et des millions d'emplois à travers l'Europe.

#### **À propos de l'Economic Policy Institute (EPI)**

L'Economic Policy Institute (EPI) est un groupe de réflexion sans but lucratif, non partisan, créé en 1986, dont le but est d'inclure les besoins des travailleurs à faibles et moyens revenus dans les discussions de politique économique. L'EPI a la conviction que toute personne qui travaille a droit à un emploi de qualité allant de pair avec un salaire équitable, des soins de santé abordables et une garantie de retraite. Pour atteindre cet objectif, l'EPI étudie et analyse la situation économique des travailleurs américains. Il propose des politiques publiques qui protègent et améliorent les conditions économiques des travailleurs à faibles et moyens revenus. De plus, il évalue les politiques du point de vue de leur impact sur les travailleurs.

#### **À propos du professeur Robert E. Scott**

Robert E. Scott est directeur de la recherche sur la politique commerciale et industrielle à l'Economic Policy Institute. Il a rejoint l'EPI en tant qu'économiste international en 1996. Auparavant, il était

professeur assistant au College of Business and Management de l'université du Maryland de College Park. Son domaine de recherche comprend l'économie internationale et les accords commerciaux, ainsi que l'influence de ceux-ci sur les travailleurs aux États-Unis et dans d'autres pays, les conséquences économiques des investissements étrangers, et les effets macroéconomiques du commerce et des flux de capitaux. Il est titulaire d'un Ph.D. en économie obtenu à l'université de California-Berkeley.